

ASSISES DE LA CAP

Lors de ses assises nationales qui ont eu lieu à Limoges le 20 mars, la CAP a réaffirmé l'objectif d'une " refondation unitaire de la gauche " sur la base d'un projet de transformation sociale, nettement démarqué du libéralisme ambiant.

Ce projet devrait se construire avec la participation des partis politiques de la gauche et de l'écologie et avec celle des mouvements, des associations, des citoyens qui militent pour un monde affranchi de la dictature de l'argent et des marchés.

Même si c'est difficile à l'étape actuelle, la CAP propose à toutes les forces concernées de reprendre, sous une forme à trouver, un processus d'élaboration collective dont les " Assises de la Transformation Sociale " avaient été un embryon.

D' AUTRES INITIATIVES DANS LE MÊME SENS

LA FONDATION COPERNIC (BP 32 - 75921 Paris cedex 19)

334 chercheurs, universitaires, militants associatifs, culturels, syndicalistes, politiques (parmi eux, des animateurs de la CAP) ont créé la FONDATION COPERNIC pour " mettre à l'endroit tout ce que le libéralisme fait fonctionner à l'envers . "

La fondation a constitué des groupes de travail qui commencent à publier des ouvrages (" les retraites au péril du libéralisme " dans la collection Syllepse)

Il est évident que les productions de la Fondation seront des outils de tout premier plan pour aider à l'élaboration du projet de transformation sociale auquel la CAP appelle à travailler collectivement.

ATTAC (contact : D. LEBLANC tél 05-49-41-16-37)

Nous avons présenté ATTAC dans notre dernier journal : Association pour une Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens.

Chaque jour 1 800 milliards de dollars vont et viennent sur les marchés des changes. Seuls quelques pour cent de ces transactions servent au fonctionnement de " l'économie réelle . "

ATTAC propose de taxer les transactions et les revenus financiers pour dégager des sommes qui pourraient servir au bien commun et à la réduction des inégalités.

A propos, avez-vous signé la pétition nationale ?

Je souhaite prendre contact avec la CAP 86

NOM, Prénom:

Adresse :

CAP 86 4, rue Jean Dorat 86000 - Poitiers

MAI 1999



CONVENTION POUR UNE ALTERNATIVE PROGRESSISTE

KOSOVO

Que faire, face à tant de désastres humains ?

Il serait dramatique pour l'avenir de laisser se développer " cette idée impensable " d'Etats ethniquement purs.

Un point de vue très majoritaire s'est dégagé des discussions parmi les adhérents de la CAP 86.

Les frappes de l'OTAN n'ont réussi qu'à resserrer les Serbes autour de Milosevic et à faire taire ses opposants. Elles provoquent des dommages de plus en plus importants pour les populations et risquent d'entrainer la guerre civile dans des pays limitrophes, à tel point qu'on peut se demander si l'intention des Etats Unis n'est pas de déstabiliser l'Europe en construction.

Il faut arrêter les frappes aériennes.

La primauté doit être donnée au règlement politique par une conférence sur les Balkans à laquelle la Russie doit être associée.

Mais il faut, de toute urgence, arrêter les tueries et l'exode des Kosovars.

Comment faire autrement qu'en déployant une force d'interposition sous l'autorité de l'ONU, avec comme mandat impératif de protéger la population, d'aider les réfugiés, d'imposer l'arrêt de la " purification ethnique . "

Ce point de vue est également celui du Collectif YUGOSLAVIE pour la construction d'une Paix durable, dont la CAP 86 est partie prenante.

Il est cependant difficile d'avoir des certitudes et des jugements péremptoires sur une question aussi complexe et douloureuse : quelques amis (qui le resteront) pensent au contraire que les frappes de l'OTAN peuvent déstabiliser le régime serbe (comme sembleraient le démontrer les critiques du vice-premier ministre) et qu'il faut déployer au Kosovo une force d'intervention (et non d'interposition) parce que Milosevic n'acceptera pas de solution juste.

article en date du 28 avril 99

EUROPE

Les adhérents de la CAP ne recevront pas de consignes de vote pour les élections européennes. Les Assises nationales ont adopté un texte qui sera adressé aux listes de gauche. En voici quelques courts extraits :

La question de la construction d'une véritable union politique est plus que jamais posée. Tout retard ne peut que faciliter le développement du libéralisme et des forces incontrôlées du marché et de la finance ainsi que l'impuissance en matière de Paix et de sécurité ... Une telle construction politique ne peut se concevoir sans la participation des peuples, ce qui nécessite qu'elle soit orientée en direction de la Paix, du développement durable, de la justice sociale, de la lutte contre le chômage et l'exclusion, de la garantie des libertés publiques, de l'égalité des sexes, de l'équité et de la transparence fiscales ...

Pour exprimer une volonté d'union qui ne tienne pas seulement à l'euro, il est temps d'imaginer "un acte fondateur", c'est à dire l'élaboration et l'adoption d'une constitution européenne, établissant l'union comme une fédération démocratique, sociale et laïque, d'Etats-Nations.

La responsabilité de l'Union devra répondre au principe de subsidiarité : elle cantonne son action aux domaines où elle est manifestement plus efficace que les Etats membres.

Une telle constitution serait à prendre comme une charte du "vouloir vivre ensemble", certes économique et monétaire mais avant tout sociale et écologique, ouverte et solidaire, citoyenne et démocratique.

Pour une union économique et monétaire :

- régulation des mouvements de capitaux, avec taxation,
- contrôle de la banque centrale européenne,
- harmonisation fiscale et imposition des profits et des revenus financiers ...

Pour une union sociale et culturelle :

- pacte européen pour l'emploi avec des critères de convergence contraignants, une réduction forte et harmonisée du temps de travail,
- avancée des droits sociaux et des normes collectives (salaires, protection sociale)
- essor des services publics et d'intérêt général,
- prise en compte de l'environnement pour instaurer un développement durable,
- développement de l'éducation, de la recherche et de la culture ...

Pour une union ouverte et solidaire :

- politique de solidarité à l'égard des réfugiés,
- partenariat solidaire (et non extension du libre échange) avec les pays du sud,
- politique de sécurité tournée vers la Paix, le co-développement à l'échelle mondiale ...

Pour une union citoyenne et démocratique :

- réforme des institutions européennes : responsabilité de la Commission devant un Parlement aux pouvoirs plus étendus, transparence du Conseil des Ministres ...
- développement de toutes les formes de citoyenneté active (y compris pour les étrangers vivant en Europe) ...

CONTRAT DE VILLE

Le district de Poitiers s'apprête à signer un nouveau contrat de ville dont les objectifs ont été déterminés après discussion avec les partenaires institutionnels et associatifs. Parmi les priorités : le rééquilibrage des territoires, le développement local, la prévention et l'affermissement du lien social, les actions en direction des jeunes et des publics qui rencontrent des difficultés ...

La politique de la ville a commencé dans les années 80 avec les opérations de développement social des quartiers. "Rien n'a vraiment marché mais rien n'a été inutile," écrit une journaliste de la revue Politis. C'est vrai que les efforts accomplis n'ont pas changé les choses en profondeur, mais sans cela, c'eût sans doute été pire, si l'on compare avec la situation dans d'autres pays, les Etats Unis par exemple.

A Poitiers, la politique de réhabilitation des quartiers, en concertation avec les habitants, les programmes annuels d'actions émanant de propositions des associations et des acteurs de terrain, ont incontestablement servi à maintenir le lien social et à éviter les gros incidents.

Il faut donc continuer, de toute manière, mais on ne résoudra pas les problèmes de fond que sont le chômage et l'exclusion, sans un projet de transformation sociale s'opposant résolument au libéralisme.

NON AUX EXPULSIONS

Malgré la signature d'une pétition par 1 200 Poitevins de toutes origines socioprofessionnelles, malgré un comité de soutien réunissant de nombreuses associations et organisations syndicales, malgré de multiples interventions d'élus locaux, de parlementaires ... Ahmed BOUBAÏ, réfugié algérien menacé de mort dans son pays, est toujours sous le coup d'un arrêté de reconduite à la frontière. Il vit dans la plus totale précarité, n'ayant aucune ressource.

Malgré la réaction immédiate et très vive de nombreux lycéens, d'associations très diverses, d'organisations syndicales, malgré de multiples interventions de "personnalités," Hakim DJOUADOU, élève au Lycée Professionnel Réaumur, animateur bénévole au Centre socioculturel de la Blaiserie, joueur de foot ball dans un club poitevin, fait lui aussi l'objet d'un arrêté de reconduite en Algérie où sa vie est menacée.

Nous ne comprenons pas cet acharnement de l'administration à l'égard de certains réfugiés, au mépris de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Droit d'Asile.

Exiger leur régularisation est un devoir de citoyen !

Une pétition de soutien à Hakim DJOUADOU circule actuellement. Soyez parmi les très nombreux signataires.